

Curtis, Michael (Ed.). *Religion and politics in the Middle East*. Boulder (Col.), Westview Press. Coll. « Westview Special Studies on the Middle East », 1981, 416 p.

Frédéric Seager

Volume 13, numéro 3, 1982

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701410ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701410ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Seager, F. (1982). Compte rendu de [Curtis, Michael (Ed.). *Religion and politics in the Middle East*. Boulder (Col.), Westview Press. Coll. « Westview Special Studies on the Middle East », 1981, 416 p.] *Études internationales*, 13(3), 592–593.
<https://doi.org/10.7202/701410ar>

part, à la succession de l'empire ottoman et du Mandat le droit des Palestiniens à disposer d'eux-mêmes. Quant à Roméo Ferucci, il relève entre autres irrégularités, une transgression du principe de la « régularité exclusive » de l'autodétermination palestinienne et de celui de la « relativité des traités » qui n'engagent que leurs signataires.

Pour noircir le tableau on a ajouté en seconde partie, faisant pendant à un certain nombre de critiques internationales, quelques rappels historiques et informations d'actualité sur l'expansion d'Israël et la colonisation des territoires occupés, sur la situation prévalant au Sud-Liban, sur la pénétration américaine au Moyen-Orient, tous développements présentés plus ou moins judicieusement comme des retombées directes et regrettables des Accords de Camp David. Ce n'est pas le lieu de contester ici les choix historiques des militants, ni même de discuter les arguments et raisonnements des juristes. On se contentera de relever que ces derniers ont opéré un tri pour le moins tendancieux dans le matériel légal que leur fournissait les Nations-Unies : d'une part, la résolution n° 242 du Conseil de Sécurité sur le règlement du conflit de 1967 réputée suspecte – mais c'est le texte auquel se réfèrent les traités analysés –; de l'autre les résolutions de l'Assemblée générale sur l'autodétermination palestinienne les seules considérées comme satisfaisantes – mais que les Traités passent sous silence. Il nous semble, de toutes façons qu'une critique juridique équitable aurait dû signaler au moins le caractère intérimaire de l'arrangement tendant à la définition d'un régime transitoire applicable aux populations de Cisjordanie et de Gaza sous condition d'accords ultérieurs qui s'avèrent impossibles.

Mais nous aurions tort finalement de chercher des querelles juridiques à des auteurs dont la démarche est avant tout politique. Le message introductif de Yasser Arafat le montre assez, et plus clairement encore, la postface de Monique Chemillier-Gendreau qui conclut que le rapport des forces compte plus que le Droit et que la norme internationale n'est effective que si elle en tient compte « aussi subtilement que possible ». Il n'est pas

bien sûr qu'un tel constat, fait à leur propos, serve beaucoup la cause des Palestiniens.

Louis-Jean DUCLOS

*Centre d'études de relations internationales,
Paris*

CURTIS, Michael (Ed.). *Religion and politics in the Middle East*. Boulder (Col.), Westview Press. Coll. « Westview Special Studies on the Middle East », 1981, 416 p.

Coiffé d'un titre plutôt général, ce recueil de vingt-six articles par une trentaine d'auteurs tente de relever un défi de taille : analyser le rôle de la religion dans la politique du Moyen-Orient. Le renouveau islamique, dont la manifestation la plus frappante jusqu'ici fut l'avènement de l'ayatollah Khomeini en Iran, devrait rappeler aux Occidentaux que la religion n'est pas qu'une affaire privée. Dans sa préface, le professeur Curtis souligne l'importance du lien religieux dans les relations internationales. En 1965, le président Nasser avait dénoncé comme impérialiste un sommet islamique proposé par l'Arabie saoudite. Quatre ans plus tard, suite à la Guerre de six jours, un tel sommet se tint effectivement à Rabat avec la participation de l'Égypte.

Les questions de politique internationale ne figurent cependant pas dans le présent volume. Malgré l'exemple choisi dans la préface, on n'y trouve aucune analyse du contenu religieux du conflit israëlo-arabe. L'ouvrage se limite à un survol d'une douzaine de pays moyen-orientaux, où sont étudiés – assez sommairement – les rapports entre la religion et le pouvoir. Dans la quasi-totalité de ces pays, la religion est présentée comme un appendice du pouvoir, un instrument politique plutôt qu'une force morale. Un tel instrument est d'autant plus nécessaire que l'islam est souvent le principal moyen de communication entre gouvernants et gouvernés. En même temps, les dirigeants politiques sont soucieux d'empêcher la création d'un pouvoir religieux qui pourrait contester le leur. Les mesures sporadiques de répression contre les frères musulmans en

Égypte et contre la rébellion islamique au Soudan en sont un indice probant.

L'islam ne serait donc pas une source d'idées nouvelles au Moyen-Orient, mais plutôt une idéologie de dernier recours (« fall-back ideology », p. 40) – un remède contre l'aliénation causée par l'expansion occidentale. Ceci vaut notamment pour la Libye, où le Coran est souvent cité par le colonel Khadafi pour justifier sa révolution socialiste. L'islam sert également de plate-forme à la nouvelle classe politique en Égypte qui, depuis l'avènement de Nasser, a remplacé les anciennes élites, plus influencées par l'Europe. Dans sa forme conservatrice en Arabie saoudite, l'islam subit une érosion constante sous la pression économique et culturelle de l'Occident. Partout, sauf en Iran, le pouvoir politique réussit à maîtriser les courants religieux. Les auteurs laissent entendre que le cas iranien est unique et qu'une révolution islamique ne risque pas de se produire ailleurs.

Les religions minoritaires reçoivent un traitement inégal dans ce volume. En Turquie, elles servent surtout à délimiter les minorités ethniques. L'étude du christianisme est limitée au Liban, où les chrétiens ont tout intérêt à promouvoir une identité nationale libanaise, tandis que les musulmans sont plus attirés par les mouvements pan-arabes. Le judaïsme fait l'objet de trois articles, dont les auteurs sont unanimes à constater qu'il occupe une place de plus en plus importante dans la politique, voire dans la vie quotidienne, en Israël depuis 1967. À l'origine, le sionisme était une idéologie plutôt anti-religieuse, contestée d'ailleurs par la plupart des rabbins. Depuis la création de l'État d'Israël, ces derniers ont réussi à s'imposer comme arbitres de la vie religieuse du pays et, avec le concours de mouvements populaires tels que le *Goush emounim* (« bloc des fidèles »), à exercer une influence grandissante sur la vie politique.

Le renouveau religieux en Israël, pas plus que celui des pays musulmans, ne semble impressionner les auteurs. Ils partent tacitement du postulat que la religion appartient au Moyen-Age et que ses manifestations contemporaines ne sont qu'un anachronisme qu'il convient de démystifier par des arguments

socio-politiques. L'éditeur Curtis donne le ton en affirmant que la religion en Occident a de moins en moins d'importance en tant que facteur politique. Pourtant, il suffit de jeter un regard vers les États-Unis pour avoir des preuves du contraire: la mention « under God » fut insérée dans le serment d'allégeance au drapeau il y a une vingtaine d'années; la soi-disant « majorité morale » qui soutint la candidature à la présidence de Ronald Reagan était dirigée par des personnalités religieuses; toute la croisade anti-communiste porte l'empreinte de valeurs chrétiennes. Comme les auteurs préfèrent ignorer l'influence du christianisme en Occident, ils ont tendance à sous-estimer celle de l'islam au Moyen-Orient.

Dans une étude sur la religion et la politique au Moyen-Orient, il importe de savoir s'il existe une morale politique propre aux pays islamiques. Cette question fondamentale est à peine effleurée dans le présent ouvrage, qui porte bien davantage sur la politique religieuse que sur la morale politique. Pourtant, si l'on veut étudier le rôle de la religion dans les affaires publiques, la vraie objectivité consisterait à l'aborder du point de vue religieux.

Frédéric SEAGER

Département d'histoire
Université de Montréal

CANADA

MARCHAK, M. Patricia. *Ideological Perspectives on Canada Second Edition*, McGraw-Hill Ryerson Limited, New York, Toronto, 1981, 222 p.

La première édition en 1976 du livre de Patricia Marchak avait été très bien reçue. Elle nous offre ici une seconde édition remaniée et augmentée qui garde toutes les qualités de la première édition: excellente connaissance des faits, bonne documentation, écriture claire et synthétique sans briser la stimulation de la réflexion. Pas de doute, nous avons ici une des meilleures introductions au Canada par une excellente sociologue de Vancouver. Patricia Marchak ne délaisse pas le Québec et a